

Rien ne vaut un bouc émissaire de nature étrangère pour bouleverser une campagne électorale. Début 2009 à Neuchâtel et six mois plus tard à Genève, les frontaliers ont été accusés de voler le travail des Suisses, d'infiltrer la fonction publique, d'encombrer routes et parkings.

A Neuchâtel comme à Genève, des personnalités de la gauche ont mêlé leurs voix à ces attaques. Mais, dans les deux cas, seuls les mouvements populistes à l'origine de l'exploitation de ce thème en ont tiré un gain électoral. Et même, à Genève, un très gros gain pour le Mouvement citoyens genevois (MCG) qui, en s'affichant comme «le parti antifrontaliers», a laminé l'UDC locale. Epaté par son succès, le MCG n'a pas tardé à s'imaginer une dimension romande.

En janvier déjà, le tout neuf MCV (Mouvement citoyens vaudois) disposait d'une plateforme internet pour aligner ses vérités, résumées en une longue phrase: «Les partis politiques au pouvoir se moquent des travailleurs résidents vaudois qui sont mobbés et licenciés par des supérieurs qui sont des frontaliers et qui n'engagent plus que leurs compatriotes.» Ces dernières semaines, des lettres aux signatures invérifiables et parvenues à la rubrique Courrier des lecteurs ont répété: «Certaines entreprises comptent plus de 60% de frontaliers.»

A l'inverse de celle de Genève, l'UDC vaudoise est conçue comme une machine de guerre. Alors qu'une série d'élections se rapprochent, elle ne se laissera pas doubler. Président de ses députés au Grand Conseil, Pierre-Yves Rapaz a déposé une interpellation le 1er juin, vite relayée dans la «newsletter» du parti. Titre de l'intervention: «A quand une décentralisation du Service informatique de l'Etat de Vaud en France voisine?»

De quoi en retourne-t-il? «Il semble que notre personnel au Centre informatique cantonal est en grande partie constitué de frontaliers», argumente le député Rapaz. «Nous constatons que la grande majorité des cadres viennent de France.» Dans l'entourage du conseiller d'Etat François Marthaler, en charge de l'informatique, on réserve sa réponse pour le parlement. Mais on rassure déjà: la pénurie de spécialistes en informatique qui sévit en Suisse a conduit à engager des informaticiens français, mais ils ne dominent pas.

«Pas une préoccupation»

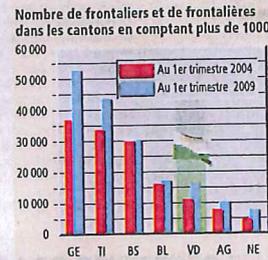
«Objectivement, la question des frontaliers n'est pas une préoccupation», observe Aldo Ferrari, secrétaire du syndicat Unia: «Hors du secteur conventionné, nous constatons une pression à la baisse sur les salaires, mais elle ne se limite pas aux frontaliers.»

A l'Etat comme dans les milieux économiques, les spécialistes de la question sont d'accord: «Sans l'apport des frontaliers, l'économie lémanique ne connaîtrait pas l'expansion qui est la sienne.» Alors, avant d'inévitables débats électoraux biaisés, il est bon de savoir une ou deux choses à propos de ces frontaliers qui contribuent à notre prospérité. ■



TRANSPORTS Au rythme de 26 traversées quotidiennes, quelque 700 passagers, dont nombre de frontaliers, empruntent la ligne CGN Thonon-Lausanne, OUCHY, LE 18 JUIN 2010

» Où vont-ils?



Quand on parle des frontaliers employés par l'économie vaudoise, la première chose à relever, c'est leur faible proportion par rapport à l'ensemble du marché du travail. D'après la statistique de 2009, ils sont 16 800 dans le canton de Vaud (moins de 5% de la population active), mais 53 000 (quelque 20% de la population active) dans le canton de Genève. Sur le plan national, les frontaliers actifs sont 214 570. Parmi eux, 53% viennent de France, 22% d'Italie, 21% d'Allemagne, 3% d'Autriche. Ils se concentrent dans trois régions: le bassin lémanique, les deux Bâles et Argovie, et le Tessin.

Deux épouvantails des antifrontaliers

Leur nombre a augmenté de 25% en cinq ans et les plaques de leur véhicule les rendent très visibles. Alors ils alimentent la rumeur. Voici ce qu'on découvre en confrontant ces bruits à la réalité.

NESPRESSO Le géant du café est souvent l'objet de rumeurs concernant le nombre de travailleurs français employés dans ses usines d'Orbe et d'Avenches. Pourtant, à Orbe, seuls 200 salariés sur 3500 sont des frontaliers. «Ils travaillent en majorité sur des postes où le tournus inclut des horaires de nuit et du week-end: il est difficile de trouver du personnel suisse qui soit d'accord de le faire», justifie un responsable des ressources humaines. Sur le site d'Avenches, Nespresso compte 340 employés. Seuls 16% sont des frontaliers, mais la proportion de travailleurs français atteint 40% au total. «C'est vrai, nous employons beaucoup de Français, mais la majorité d'entre eux

sont venus habiter en Suisse et ne sont plus des frontaliers», indique Maryvonne Scholly, porte-parole de Nespresso. Qui précise que l'engagement de travailleurs français se justifie «par la nécessité d'avoir une main-d'œuvre qualifiée dans des domaines précis, que l'on ne trouve pas facilement dans notre pays». Un CFC d'opérateur sur machine, créé en 2002, pourrait changer la donne. Mais, en attendant, le nombre de frontaliers devrait encore augmenter à Avenches: l'usine broyeur vient de mettre à l'enquête la deuxième phase de la construction de son site. Avec une production doublée, Nespresso Avenches prévoit d'employer jusqu'à 800 personnes d'ici à 2012.

LES CASINOS Un monde de rêve pour les fous du jeu, mais un monde aussi apprécié des salariés de la rive française du Léman. Au Casino Barrière de Montreux, 68 employés sur

les 239 que compte cette entreprise au capital-actions majoritairement français ont élu domicile du côté de Saint-Gingolph ou encore d'Evian. La nationalité tricolore serait-elle privilégiée? «Au contraire, nous veillons à engager plus de Suisses pour avoir une bonne osmose. Mais il est vrai que dans les professions du jeu, telles que celle des croupiers, ils sont en majorité frontaliers. Ce métier est très récent en Suisse, il n'y a donc pas assez de personnel qualifié dans cette branche», explique le directeur, Gilles Meillet. Dans ce casino, les frontaliers ne sont pas nombreux dans le secteur hôtelier. Quelques chefs de service de nationalité française, arrivés en 2003 à la création de l'établissement, ont par contre choisi de continuer à vivre dans leur pays. «Pour des questions d'équivalence scolaire, certains ont préféré laisser leurs enfants dans le système français», précise Gilles Meillet. S. B./P. B.

COMBIEN SONT-ILS?

16 800

A l'échelle vaudoise, la première chose à relever, c'est la faible proportion des frontaliers sur le marché du travail. En 2009, ils étaient 16 800, soit moins de 5% de la population active (20% à Genève). Vingt ans plus tôt, ils étaient 11 000. Mais la mauvaise conjoncture du début des années 1990 a fortement réduit leur nombre. Le cap des 11 000 n'a été retrouvé qu'au début des années 2000.

OÙ SONT-ILS?

Au nord

Ainsi le veut la tradition horlogère: les frontaliers sont nombreux dans l'industrie de précision de l'arc jurassien. Par rapport au total cantonal, 33% travaillent dans le Nord vaudois (45% en 2000), dont 15% pour la seule vallée de Joux. Ils sont 33% dans la région lausannoise (Morges compris), 25% dans le district de Nyon, mais seulement 4% sur la Riviera et 3% dans le district d'Aigle.

OÙ TRAVAILLENT-ILS?

A l'usine

Près de 40% des frontaliers sont actifs dans le secteur secondaire (80% en industrie, 20% dans la construction). Les autres sont employés dans le secteur tertiaire. Commerce et réparations: 17% du total des frontaliers; informatique et services aux entreprises: 16%; santé et activités sociales: 11%. De hauts cadres qui n'ont pas trouvé à se loger en Suisse ont aussi le statut de frontalier.

QUE GAGNENT-ILS?

Du change

Le SCRS a comparé le salaire de frontaliers franc-comtois avec ceux de collègues vaudois. Différences minimes: - 3% pour les cadres français, - 2% pour les employés, 0% pour les ouvriers. Les frontaliers sont gagnants par rapport au niveau de salaire de leur lieu de résidence. Industrie chimique: +86%; services aux entreprises: +74%; transports et communication: +65%; activités financières: +64%.

QU'APPORTENT-ILS?

L'appoint

Les syndicalistes l'affirment: à compétences égales, les entreprises vaudoises continuent à privilégier l'engagement des indigènes. Les frontaliers occupent surtout des postes où sévit une pénurie: santé, informatique... Si leur effectif a augmenté, ce n'est pas tant en raison de l'introduction de la libre circulation qu'en réponse aux besoins d'une économie en expansion.